

24 juin 2021

Thaïlande : Le régime politique issu du coup d'Etat de 2014, résistances et répression des opposants



Calicot en faveur du régime militaire à Nakhon Ratchasima (Khorat) en février 2019 (phot. : DR)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Le conflit politique de 2005 à 2014.....	4
1.1.	Les gouvernements dirigés par Thaksin (2001-2006).....	4
1.2.	Coup d'Etat militaire et instabilité gouvernementale	5
1.3.	Echec de la répression des partisans de Thaksin.....	5
2.	Le coup d'Etat de 2014 et le changement de régime.....	6
2.1.	Agitation antigouvernementale et nouveau coup d'Etat militaire	6
2.2.	Des militaires s'installent au gouvernement et changent la Constitution	6
2.3.	Le choix du Premier ministre contrôlé par l'armée.....	7
3.	Les élections législatives de 2019 et la neutralisation de l'opposition	7
3.1.	Victoire électorale arrangée du parti de la junte.....	7
3.2.	Prayuth reconduit comme Premier ministre	9
3.3.	Dissolution du parti Anakhot Maï.....	10
4.	Le mouvement des jeunes pour la réforme constitutionnelle.....	10
4.1.	Premières réactions de jeunes contre la dissolution d'Anakhot Maï.....	10
4.2.	Un mouvement massif contre le régime à partir de juillet 2020	11
4.3.	Le retour de l'état d'urgence et la radicalisation des protestations	12
5.	Les mesures de répression du gouvernement militaire	13
5.1.	Les restrictions aux libertés	13
5.2.	Arrestations et condamnations pour crime de lèse-majesté	14
5.3.	Meurtres et disparitions d'opposants exilés en ASEAN	15
5.3.1.	Le groupe de la <i>Thai Federation</i> au Laos.....	15
5.3.2.	Disparitions et meurtres au Laos, au Cambodge et au Viêt-Nam	16
	Bibliographie.....	18

Résumé : Au cours de la période 2005-2014, la réélection successive de majorités législatives favorables aux partis liés à Thaksin Shinawatra a déclenché des réactions violentes de la part des élites traditionnelles, accusant celui-ci de vouloir renverser la monarchie, d'enrichir sa famille illégalement et de favoriser les électeurs des régions septentrionales, auparavant délaissées. Ces élites ont constitué un mouvement de masse dont les membres se revêtent de « chemises jaunes », couleur royale. A la suite d'un coup d'Etat en 2006, les partisans de Thaksin ont également organisé un mouvement de masse dont les membres portent des « chemises rouges ». Ces deux groupes se sont affrontés jusqu'au coup d'Etat militaire de 2014. La junte a alors conservé le pouvoir plutôt que de le céder aux civils après de nouvelles élections, et a réécrit la Constitution pour le conserver légalement. Jusqu'à la tenue des élections législatives en 2019, elle a maintenu un état d'urgence dans un climat de terreur et empêché toute activité politique indépendante. Avec l'appui de la Commission électorale, ses partis ont remporté la majorité des sièges de députés, tandis qu'elle avait nommé tous les sénateurs. Puis, au début 2020, la Cour constitutionnelle, qui avait déjà interdit plusieurs partis pro-Thaksin, a interdit un nouveau parti à l'audience inattendue, ayant environ 80 députés et développant un discours très hostile à la mainmise des militaires sur les institutions politiques. Cette interdiction a déclenché un mouvement de révolte de la jeunesse qui au cours de l'été 2020 s'est caractérisé par des manifestations massives dans la capitale et un très grand nombre de provinces. En octobre 2020, la répression de ces manifestations s'est amplifiée, alors que les discours mettant en cause le monarque se développaient. Une vague d'inculpations pour crime de lèse-majesté, passible d'un emprisonnement de 15 ans, ou pour sédition, tente en vain de mettre fin à ces discours. Dans les pays voisins, où se sont réfugiés près d'une centaine de militants politiques thaïlandais, des disparitions et des meurtres ont frappé les activistes les plus critiques de la monarchie.

Abstract : During the period 2005-2014 the successive re-election of legislative majorities favorable to parties linked to Thaksin Shinawatra triggered violent reactions from the traditional elites, accusing him of wanting to overthrow the monarchy, of enriching his family illegally and of favoring voters in the northern regions, previously neglected. These elites have formed a mass movement whose members wear "yellow shirts", a royal color. Following a coup in 2006, Thaksin's supporters also organized a mass movement whose members wear "red shirts". These two groups clashed until the 2014 military coup. The junta then retained power rather than ceding it to civilians after new elections, and rewrote the constitution to keep it legally. Until the legislative elections were held in 2019, it maintained a state of emergency in a climate of terror and prevented any independent political activity. With the support of the Election Commission, its parties won the majority of MPs' seats, while it nominated all senators. Then, in early 2020, the Constitutional Court, which had already banned several pro-Thaksin parties, banned a new party with an unexpected hearing, having around 80 deputies and developing a discourse very hostile to the military's stranglehold on political institutions. This ban sparked a youth revolt which during the summer of 2020 was characterized by massive demonstrations in the capital and a very large number of provinces. In October 2020, the crackdown on these protests intensified, as speeches implicating the monarch grew. A wave of indictments for the crime of lèse-majesté, punishable by imprisonment for 15 years, or for sedition, are trying unsuccessfully to put an end to this rhetoric. In neighboring countries, where nearly a hundred Thai political activists have taken refuge, disappearances and murders have struck the monarchy's most critical activists.

Notas :

1/ La traduction des sources en anglais et thaïlandais est assurée par la DIDR.

2/ Dans les pays de culture thaïe, le nom de famille a été généralisé, inventé et choisi par les familles au début du XX^e siècle. Il est placé en position finale (comme dans : Thaksin Shinawatra) et n'est que peu utilisé en dehors de motifs administratifs. Il est considéré comme plus poli de désigner une personne par son prénom. On dira donc M. Thaksin et non M. Shinawatra. Cependant, à l'écrit, **les sources publiques mentionnent simplement le prénom pour désigner les personnes**, après avoir cité une fois en entier le nom complet. Ce prénom a, d'ailleurs, une connotation officielle, car la plupart des personnes conservent pour un usage courant le surnom qui leur a été donné dans leur enfance, un autre surnom ou un diminutif monosyllabique du prénom. **Le surnom est parfois repris dans les sources publiques**, souvent à la place du prénom. Il est aussi courant d'utiliser ce surnom court comme pronom personnel remplaçant « je » parmi de nombreuses formules possibles de ce pronom personnel en fonction du rang social, de l'âge ou du lien de parenté de l'interlocuteur.

3/ Les Thaïlandais désignent toujours la **capitale** de leur pays non par Bangkok, mais par le terme **Krungthep** (prononcer « Kroungtèpe », pouvant se traduire par « Cité des anges ») qui est le début d'une longue suite de termes officiels (Krungthep est suivi d'une marque signifiant « etc. »).

4/ Les Thaïlandais utilisent officiellement et couramment un calendrier bouddhique : **il faut ajouter 543 ans à l'année chrétienne pour obtenir l'année thaïlandaise**. L'année 2021 est donc l'année 2564 en Thaïlande.

5/ Les **transcriptions** de mots thaïlandais se réfèrent à une prononciation anglo-saxonne. Par exemple, la lettre r suivant une voyelle signifie souvent que la voyelle est longue, ou la lettre j se prononce tch. Les prononciations sont explicitées au mieux dans les notes de bas de page. Les multiples variations de ton, qui sont significatives, ne sont pas prises en compte dans les transcriptions en alphabet latin.

1. Le conflit politique de 2005 à 2014¹

Au cours de la période 2005-2014, les tensions entre, d'une part, la monarchie, les élites économiques traditionnelles formées de quelques familles essentiellement d'origine chinoise, la haute administration civile et militaire, la bourgeoisie de Bangkok, les planteurs du Sud, appuyant le mouvement royaliste dit des « chemises jaunes », et, d'autre part, les gouvernements pro-Thaksin, la police, les populations rurales des provinces septentrionales, le mouvement réformateur dit des « chemises rouges », ont entraîné le pays dans une crise permanente. Les premiers se sont appuyés sur le roi, l'armée et la Cour constitutionnelle pour déstabiliser les gouvernements et les partis pro-Thaksin, sans pouvoir les empêcher de remporter les élections législatives, ce qui enclenchait un nouveau cycle d'affrontements violents.

1.1. Les gouvernements dirigés par Thaksin (2001-2006)

1998 : fondation du parti « les Thaïs aiment les Thaïs » (*Thai Rak Thai*, TRT) par **Thaksin Shinawatra** (ancien officier supérieur de police devenu magnat de l'informatique et des télécommunications) et 23 autres personnes. Le TRT promet une relance de l'économie, fortement ébranlée par la crise financière (effondrement du bath) liée au retrait de capitaux coréens et japonais. Il s'appuie notamment sur les PME nationales et les agriculteurs (touchés par la baisse du prix des denrées agricoles à l'exportation), et promet l'instauration d'un système permettant l'accès aux soins pour les pauvres.

2001 : le TRT remporte les élections, et Thaksin Shinawatra, nommé Premier ministre, tient ses promesses électorales. De plus, en 2003, il rembourse en totalité le prêt du FMI, et renvoie les experts de ce dernier en refusant les recettes proposées d'austérité économique. A l'inverse, il lance un vaste programme d'investissements publics et de développement (notamment de l'agriculture), fondé sur la croissance de la demande intérieure. Il met en place le programme dit des « 30 baths » (0,80 €), prix d'une consultation dans un dispensaire de santé (encore en fonction actuellement). Le TRT est soutenu massivement par les habitants pauvres et ruraux des provinces du **Nord-Est** (ou « *Isan* »²), peuplées essentiellement de Lao, et de celles du **Nord**, peuplées essentiellement de Yuan et d'autres minorités ethniques, et d'où est originaire la famille Shinawatra, lui-même étant d'origine sino-yuan. Lao et Yuan sont deux groupes ethniques de la famille ethno-linguistique thaïe, dominés culturellement et économiquement, peuplant majoritairement des régions conquises par les Siamois à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. Des centaines de radios locales faisant la promotion des cultures régionales y font leur apparition. Ces deux régions constituent les bastions des partis pro-Thaksin jusqu'à nos jours.

Février 2005 : **le TRT remporte à nouveau les élections législatives**, et Thaksin Shinawatra est reconduit dans ses fonctions de Premier ministre.

Fin 2005 – janvier 2006 : apparition de l'Alliance du peuple pour la démocratie (*Panthamit Prachachon Phuea Prachathipatai*, *People's Alliance for Democracy*, **PAD**), qui organise des manifestations dans les premiers mois de l'année 2006 contre le gouvernement du TRT. Elle l'accuse de vouloir renverser la monarchie et dénonce la vente de *Shin Corporation*, une entreprise de télécommunications appartenant à la famille du Premier ministre, à *Temasek*, une entreprise singapourienne, par une transaction non taxée. **L'objectif de la PAD est de restaurer le pouvoir des anciennes élites** (officiers supérieurs de l'armée et juges notamment) **par le suffrage censitaire ou réservé aux diplômés universitaires et d'accroître les pouvoirs du monarque** (par la nomination de la moitié au moins des députés). La PAD prépare idéologiquement la prise du pouvoir par l'armée. Ses partisans sont appelés « **chemises jaunes** » (couleur de la monarchie). Les actions violentes de la PAD bénéficient de l'indulgence des principaux médias (du journal anglophone conservateur *The Nation* notamment), de l'armée et des milieux académiques.

Février 2006 : dissolution du Parlement par le Premier ministre Thaksin.

¹ International Crisis Group (ICG), 05/07/2010, 31 p., [url](#) ; LEVEAU Arnaud, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), juin 2010, p.71-91, [url](#) ; LULIN Charuwan Lowira, Institut français des relations internationales (IFRI), juin 2011, 22 p., [url](#) ; ASKEW Marc, *Asian Currents*, The Asian Studies Association of Australia, juillet 2011, 4 p., [url](#) ; MERIEAU Eugénie, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), 07/2013, 168 p., [url](#) ; NOSTITZ Nick, 2009, 62 p.

² Terme dérivé du sanskrit *isana* désignant le gardien de la porte du nord-est des temples. Depuis les années 1990, les Lao de l'Isan se désignent ou sont désignés généralement comme « Thaïs Isan » et non plus comme « Thaïs Lao ».

Avril 2006 : **les élections législatives sont boycottées par l'opposition** dont le Parti démocrate. Le roi Rama IX, hostile à Thaksin Shinawatra, demande à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur la légalité des élections ; celle-ci les annule et les reporte à octobre 2006.

1.2. Coup d'Etat militaire et instabilité gouvernementale

Septembre 2006 : premier coup d'Etat militaire depuis 1991 pour empêcher une nouvelle victoire électorale du TRT en octobre 2006. En octobre 2006, le général Surayud Chulanont est nommé Premier ministre par le roi, sur proposition de la junte. A partir de cette date et au cours des années suivantes, **de nombreux journaux, radios, sites web politiques ou d'analyses indépendants sont interdits**, et des dirigeants du TRT et des webmasters sont arrêtés et condamnés pour crime de lèse-majesté à de lourdes peines (jusqu'à 15 ans d'emprisonnement).

Fin 2006 : fondation par les membres de l'ex-TRT de l'Alliance démocratique contre la dictature (*Democratic Alliance against Dictatorship, DAAD*) qui devient ensuite le **Front national uni pour la démocratie contre la dictature** (แนวร่วมประชาธิปไตยต่อต้านเผด็จการแห่งชาติ, นปช., *National United Front of Democracy Against Dictatorship, UDD*), et dont les membres et sympathisants sont appelés « **chemises rouges** ». L'UDD accuse le président du Conseil privé du roi, Prem Tinsulanonda, également président honoraire du conseil consultatif de la *Bangkok Bank*, d'être à l'origine du coup d'Etat.

Mai 2007 : **dissolution du TRT par la Cour Constitutionnelle**. Les militants du TRT créent en remplacement le **Parti du pouvoir du peuple** (*Palang Prachachon, People's Power Party, PPP*)

Décembre 2007 : aux élections législatives, **le PPP obtient 49% des sièges** contre 34% au Parti démocrate. Samak Sundarajev, dirigeant du PPP, devient Premier ministre.

Mai 2008 : manifestations des chemises jaunes à Bangkok pour renverser le gouvernement. **Les chemises jaunes occupent le siège du gouvernement pendant six mois**. Ni la police ni l'armée n'interviennent pour les déloger. Les chemises rouges organisent des manifestations autour des bâtiments occupés, ce qui provoque de violents affrontements.

Septembre 2008 : fondation du « Parti pour les Thaïs » (พรรคเพื่อไทย, *Phuea³ Thai Party, PTP*) en prévision de la dissolution du PPP par les autorités. Le Premier ministre Samak Sundarajev, condamné pour conflit d'intérêt, est remplacé par Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin Shinawatra.

Décembre 2008 : **les chemises jaunes occupent pendant plusieurs semaines les deux aéroports de Bangkok. Dissolution du PPP** et de deux autres partis par la Cour Constitutionnelle. Le Premier ministre Somchai Wongsawat est démis de ses fonctions et **privé de ses droits civiques** (ainsi que **109 députés démis** des trois partis dissous). Des députés de l'ex-PPP, la fraction de Samak Sundarajev qui n'a pas rejoint le PTP, soutiennent, sous la pression des militaires, la **nomination du dirigeant du Parti démocrate, Abhisit Vejjajiva, au poste de Premier ministre**.

Avril 2009 : les chemises rouges empêchent la tenue du sommet de l'ASEAN à Pattaya, puis organisent des manifestations à Bangkok, réprimées par les militaires avec violence (2 morts, des centaines de blessés).

Juin 2009 : la PAD crée un parti politique, appelé Parti des nouvelles politiques (*New Politics Party, NPP*).

1.3. Echec de la répression des partisans de Thaksin

Février 2010 : la Cour suprême ordonne la saisie des biens de Thaksin Shinawatra.

Mars-mai 2010 : grandes manifestations des chemises rouges contre cette décision et le gouvernement, notamment à Bangkok où ils installent un camp retranché dans le quartier d'affaires de Rachaprasong. **La répression et les affrontements font une centaine de morts et de nombreux blessés**.

³ Orthographe utilisée notamment par Prajak Kongkirati, professeur à la Faculté de Science politique de l'Université Thammasat de Bangkok. Mais ce terme est très souvent mentionné sous l'orthographe « Pheu ». Il signifie « pour » et se prononce « puea » (cette diphtongue des langues thaïes n'existe pas en français). Le « ph » est un « p » expiré (dit à tort « aspiré »), et non un « f ».

Avril 2010 : instauration de l'état d'urgence dans la capitale. Interdiction des manifestations et des réunions, fermeture de médias (TV, radios communautaires, etc.) dont 2 200 sites web, détention de suspects sans charges pendant 30 jours, impunité pour les officiels, blocage des transactions financières en faveur des chemises rouges.

Mai 2010 : extension de l'état d'urgence à un tiers du pays (essentiellement le Nord et le Nord-Est). Les principaux dirigeants des chemises rouges sont emprisonnés.

10 mai 2011 : dissolution du Parlement par le Premier ministre, qui espère remporter les élections législatives, en s'appuyant notamment dans le Nord et le Nord-Est sur le Parti des Thaïs fiers (พรรคภูมิใจไทย, *Bhumjai⁴ Thai Party*), parti fondé par des dissidents du TRT. Le PAD déclare son opposition à ces élections, entraînant une scission dans le NPP.

3 juillet 2011 : aux élections législatives, le PTP obtient 53% des sièges contre 32% au Parti démocrate. **Yingluck⁵ Shinawatra**, sœur de Thaksin, **devient Premier ministre**.

2. Le coup d'Etat de 2014 et le changement de régime

2.1. Agitation antigouvernementale et nouveau coup d'Etat militaire

Cette nouvelle période s'ouvre du fait de l'impossibilité des élites traditionnelles d'obtenir un vote populaire qui soit favorable aux partis qu'elles soutiennent, en particulier le Parti démocrate. Selon le schéma déjà emprunté en 2006, l'éviction du gouvernement pro-Thaksin est réalisé en trois mouvements : occupation pendant plusieurs semaines de grands axes urbains et symboliques à Bangkok par des manifestants royalistes ; condamnation du Premier ministre par la Cour constitutionnelle ; coup d'Etat militaire.

A partir de novembre 2013, **les « chemises jaunes » et les « chemises noires »** du Comité populaire pour une réforme démocratique (*People's Democratic Reform Committee*, PDRC) de Suthep⁶ Thaugsuban (ancien secrétaire général du Parti démocrate, ancien vice Premier ministre d'Abhisit Vejjajiva, député) **bloquent des artères dans des quartiers névralgiques de Bangkok** pour protester contre un projet de loi d'amnistie qui aurait bénéficié notamment à Thaksin, condamné dans plusieurs procès pour abus de pouvoir et malversations.⁷ Les affrontements et les représailles ciblées entre ces groupes contestataires et les chemises rouges font 28 morts et environ 700 blessés entre novembre 2013 et mai 2014.⁸

Pour mettre fin à cette contestation, le Premier ministre Yingluck Shinawatra dissout la Chambre des représentants et convoque à de nouvelles élections législatives le 2 février 2014. Cependant, le 21 mars 2014, **la Cour constitutionnelle invalide les élections législatives de février 2014**, puis le 7 mai 2014, **destitue Yingluck** pour abus de pouvoir et nomme à sa place un Premier ministre intérimaire. **Le général Prayut Chan-ocha, chef de l'armée, déclare la loi martiale** et réunit des représentants des deux partis politiques en conflit pendant deux jours. Le deuxième jour, le 22 mai 2014, ces représentants sont conduits dans un camp militaire où ils sont internés, tandis que **le général Prayut annonce à la télévision qu'il prend le pouvoir**, ce qui provoque l'allégresse des partisans du PDRC.⁹

2.2. Des militaires s'installent au gouvernement et changent la Constitution

Cependant, au lieu d'organiser de nouvelles élections législatives qui auraient pu amener une nouvelle victoire des pro-Thaksin, et à la différence du coup d'Etat militaire de 2006, la junte (baptisée Conseil national pour la paix et l'ordre, *National Council for Peace and Order*, **NCPO**) ne met pas en place un gouvernement de technocrates, mais **les officiers putschistes**, derrière le commandant-en-chef de l'armée, le général Prayuth Chan-ocha, **prennent les rênes du gouvernement** et concentrent le

⁴ Prononcer « poumtchaï taï » en expirant sur le p et le t de taï.

⁵ Prononcer « Yinglak ».

⁶ Prononcer « Soutèpe ». Le « th » est un « t » expiré (dit à tort « aspiré »).

⁷ Thai Enquirer, 22/05/2020, [url](#) ; LOWIRA-LULIN Charuwan, Institut français des relations internationales (IFRI), 09/01/2014, 5 p., [url](#)

⁸ Asia Foundation, s.d., [url](#)

⁹ Thai Enquirer, 22/05/2020, [url](#)

pouvoir autour d'eux. La Constitution intérimaire établie par ce même NCPO entérine cette omnipotence absolue et permet la formation d'une **assemblée législative intérimaire dont tous les membres sont désignés par le chef de la junte**, ainsi que ceux d'un comité de rédaction d'une nouvelle Constitution. Prayuth prend sa retraite de l'armée en septembre 2014, mais reste Premier ministre et chef du NCPO.¹⁰

Le 7 août 2016, la junte fait adopter par référendum une nouvelle Constitution avec un taux de participation de 59% et un taux d'approbation de 61%. Cette Constitution est promulguée par le nouveau roi, **Rama X** (Vajiralongkorn), intronisé en avril 2017, son père, le roi Rama IX (Bhumibol Adulyadej) étant décédé en octobre 2016.¹¹ Le contexte de la rédaction de cette Constitution doit être analysé dans la phase d'incertitude qui précédait la succession royale, après laquelle l'armée et les élites traditionnelles voulaient conserver leurs privilèges, tout en renforçant la monarchie et en centralisant les pouvoirs.¹²

2.3. Le choix du Premier ministre contrôlé par l'armée

L'objectif du NCPO est alors de réduire l'influence des partis politiques tout en maintenant leur existence légale pour éviter l'opprobre de la communauté internationale. Ainsi, les **250 membres du Sénat** (*Wutthisapha*), chambre haute, sont désignés par le NCPO pour leur première mandature, et les **500 membres de l'Assemblée des représentants du peuple** (*Sapha Phuthaen Ratsadon*, SPR), chambre basse, doivent être élus selon deux types de comptabilisation pour un scrutin unique (un vote comptant pour un double choix : un candidat et un parti¹³) : 350 sont élus nominalement par circonscription et 150 sont élus à la représentation proportionnelle nationale par parti. **Ce système de scrutin rend difficile la formation de majorités claires et stables, car il favorise les petits partis**, dont certains sont créés par la junte. En effet, plus un parti gagne de circonscriptions, moins il a de sièges au titre de la liste nationale, et inversement, des partis n'ayant aucun représentant local peuvent obtenir des élus sur la liste nationale.¹⁴

Par ailleurs, **le Premier ministre est désigné par l'ensemble des membres du parlement, soit 750 dont les 250 sénateurs nommés par le NCPO**. Ainsi, ce dernier n'a besoin que de 126 députés élus pour faire désigner un Premier ministre. De plus, les sénateurs ont un mandat de cinq ans, tandis que celui des députés n'est que de quatre ans, ce qui permet aux sénateurs d'influencer le vote pour un Premier ministre lors de deux mandatures de la SPR.¹⁵

Par ailleurs, **cette Constitution a accru les pouvoirs du monarque**, qui dispose d'une fortune considérable estimée à 70 milliards de dollars, gérée par le Conseil royal et échappant à l'impôt et à tout contrôle populaire. Le lien entre le monarque (officier de l'armée de l'air) et l'armée est renforcé par les pouvoirs du roi sur plusieurs unités de sécurité et le Conseil royal est formé désormais en grande majorité d'officiers.¹⁶

3. Les élections législatives de 2019 et la neutralisation de l'opposition

3.1. Victoire électorale arrangée du parti de la junte

A partir de 2017, pour préparer une future victoire électorale, le chef du NCPO, Premier ministre et chef de l'armée, Prayuth Chan-ocha, parcourt le pays pour rencontrer la population et se mettre en scène, alors que **les activités politiques sont interdites jusqu'en décembre 2018, puis autorisées pour la**

¹⁰ PONGSUDHIRAK Thitinan, Taiwan Democracy Project, 17-18/10/2014, [url](#)

¹¹ Asia Foundation, s.d., [url](#)

¹² KONGKIRATI Prajak, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 26/07/2016, [url](#)

¹³ La Constitution de 1997, abolie en 2006, prévoyait un vote avec deux bulletins. Cf : RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.446, [url](#)

¹⁴ KONGKIRATI Prajak, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 26/07/2016, [url](#) ; SIRIVUNNABOOD Punchada, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, [url](#) ; RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, [url](#)

¹⁵ KONGKIRATI Prajak, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 26/07/2016, [url](#) ; SIRIVUNNABOOD Punchada, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, [url](#) ; RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.448, [url](#)

¹⁶ HEWISON Kevin, Melbourne Asia Review, 15/10/2020, 8 p., [url](#)

campagne électorale officielle. Ses groupes de sympathisants font de la propagande pour la junte et tentent de rallier les responsables locaux du *Phuea Thai Party* (PTP) à leur cause. Les membres de la Commission électorale sont désignés par la junte en 2018 pour un mandat de sept ans. Celle-ci va se montrer active pour bloquer l'opposition par des mesures telles que la disqualification du parti d'opposition *Thai Raksa Chart* (ไทยรักษาชาติ, Protection de la nation thaïe) parce qu'il avait rallié une princesse en contact avec Thaksin, alors que la famille royale ne peut pas participer aux élections.¹⁷

La Commission électorale a enregistré une centaine de partis politiques pour les élections législatives de 2019. 81 y ont participé. **Le parti principal soutenant le NCPO est le parti intitulé Force de l'Etat populaire** (*Palang Pracharath Party*, PPRP) fondé en 2018 et **dirigé par d'anciens ministres de la junte** (Uttama Savanayana, Sontirat Sontijirawong, Suwit Maesincee, Kobsak Pootrakool).¹⁸ Il est allié au parti de Suthep Thaugsuban (l'ancien leader des « chemises noires »), intitulé *Action Coalition for Thailand* (พรรครวมพลังประชาชนไทย). Puis, il le sera après les élections, avec une certaine distance au départ, par le Parti démocrate, dont le leader Abhisit Vejjajiva déclarait pourtant ne vouloir s'allier ni au parti de la junte, ni au *Phuea Thai*. Le NCPO bénéficie aussi de l'appui des partis *Bhumjai Thai* et *Chart Thai Pattana* (ชาติไทยพัฒนา, Développement de la nation thaïe).¹⁹

Les élections législatives se sont déroulées le 24 mars 2019 (année bouddhique : 2562). La participation a été de près de 75%, soit environ 51,2 millions d'électeurs. 93% des bulletins étaient des suffrages exprimés. **27 partis ont obtenu au moins un député.** Les résultats suivants ont été annoncés par la Commission électorale le 28 mars 2019 :²⁰

Nom du parti	Nombre de suffrages	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Palang Pracharath (พลังประชารัฐ, Force de l'Etat populaire) Parti de la junte fondé en 2018	8,4 millions	23,74%	116
Phuea Thai (เพื่อไทย, Pour les Thaïs) Opposition de centre gauche à gauche, parti fondé en 2008 Avatar du <i>Thai Rak Thai</i>	7,9 millions	22,16%	136
Anakhot Mai ²¹ (อนาคตใหม่, Nouvel avenir, <i>Future Forward</i>) Opposition de gauche Parti fondé en 2018	6,2 millions	17,80%	81
Phak Prasathipatai ²² (พรรคประชาธิปไตย, Parti démocrate) Droite, progouvernemental Parti fondé en 1946	3,9 millions	11,13%	53

¹⁷ RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.450-452, [url](#)

¹⁸ SIRIVUNNABOOD Punchada, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, [url](#)

¹⁹ RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.450, [url](#)

²⁰ Thaïlande, Commission électorale, 28/03/2019, p. 1 et 205, [url](#) ; Khaosod, 28/03/2019, [url](#) ; Matichon, 28/03/2019, [url](#) ; RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.455, [url](#)

²¹ Prononcer « anakrot māi ».

²² Prononcer « prassatipatai » en expirant sur le premier t.

Bhumjai Thai (ภูมิใจไทย, Thaïs fiers) Centre droit, progouvernemental Parti fondé en 2008	3,7 millions	10,50%	51
16 autres partis soutenant le gouvernement	2,2 millions	6,19%	34
5 autres partis d'opposition	3,2 millions	9,01%	29
total	35,5 millions	100%	500

Position par rapport au gouvernement	Nombre de votes	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Partis en soutien	16,76 millions	47,13%	254
Partis en opposition	18,79 millions	52,84%	246

Comme dénoncé par le parti *Phuea Thai* avant les élections, **ce système défavorise les partis ayant gagné beaucoup de circonscriptions**. Effectivement, ce parti, dont le gouvernement a été démis par la junte en 2014, obtient 136 sièges au titre des circonscriptions et aucun au titre de la liste nationale. Il perd également 129 sièges en comparaison avec les élections de 2011. Cependant, avec ses alliés de l'opposition, il pense au moins avoir obtenu une majorité pour désigner un Premier ministre, en la personne de **Thanathorn Juangroongruangkit**. Ce dernier est un jeune milliardaire, qui était vice-président d'un conglomérat de l'industrie automobile, et qui, avec le jeune juriste universitaire et francophone Piyabutr Saengkanokkul, a fondé en 2018 le parti **Anakhot Mai** (อนาคตใหม่, Nouvel avenir, *Future Forward*) très hostile à la junte et prônant une meilleure répartition des richesses du royaume. Le 27 mars 2019, soit trois jours après les élections, la Commission électorale établit qu'un parti n'avait désormais besoin que de 35 000 voix pour obtenir un siège de député au lieu de 71 000 environ auparavant. Si bien que **des 250 sièges escomptés par le décompte précédent, la coalition d'opposition ne dispose plus que d'une minorité de 246 sièges**. En tout état de cause, comme le Premier ministre est désigné par l'ensemble des parlementaires, donc les 500 députés et les 250 sénateurs, il lui faudrait obtenir 376 voix pour pouvoir désigner celui-ci, ce qui lui est donc impossible à réaliser.²³

3.2. Prayuth reconduit comme Premier ministre

Le 13 mai 2019, onze petits partis n'ayant qu'un ou deux députés ont annoncé soutenir le parti de la junte.²⁴ **Prayuth est alors soutenu par une coalition de 19 partis représentés à la Chambre des représentants.**²⁵

Le 14 mai 2019, **le roi Rama X entérine la nomination des 250 sénateurs choisis par le NCPO**. Ces sénateurs sont pour la plupart des parents ou amis des membres du NCPO, ou sont issus de ses instances, dont 105 officiers de police ou de l'armée en retraite, 18 membres du cabinet de la junte, 89 membres de l'assemblée législative intérimaire, 51 membres du Conseil national de la réforme, 5 membres du Comité de rédaction de la Constitution, 25 membres du Comité national de la stratégie.²⁶

Le 5 juin 2019, le parlement vote pour la désignation d'un Premier ministre. Prayuth recueille 500 voix, dont **254 voix de députés, soit la majorité absolue de l'Assemblée des représentants du peuple**

²³ RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, p.448 et 454, [url](#)

²⁴ SIRIVUNNABOOD Puchada, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, [url](#)

²⁵ RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, [url](#)

²⁶ SIRIVUNNABOOD Puchada, Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, [url](#)

contre 244 à Thanathorn.²⁷ Le 11 juin 2019, Prayuth est donc reconduit à son poste de Premier ministre.²⁸

3.3. Dissolution du parti Anakhot Mai

Le 23 mai 2019, la **Commission électorale suspend Thanathorn de son siège de député** et saisit la Cour constitutionnelle de l'irrégularité de sa candidature. Le 20 novembre 2019, la **Cour constitutionnelle le démet de son siège de député** pour détention d'actions dans le groupe de médias V-Luck Media en contradiction avec le Code électorale. Celui-ci déclare les avoir vendues à sa mère le 8 janvier 2019, mais, selon la Cour, l'enregistrement de cette cession par le ministère du Commerce date du 21 mars et l'encaissement du chèque du 16 mai 2019, donc après sa date d'enregistrement comme candidat à la députation le 6 février 2019. Il est également passible d'une peine d'emprisonnement et d'une interdiction temporaire d'activités politiques.²⁹

Le 21 janvier 2020, la **Cour constitutionnelle rejette la demande de dissolution du parti Anakhot Mai** pour conspiration contre la monarchie, mais le **21 février 2020 l'accepte pour violation de la loi sur le financement des partis politiques**. En effet, la Cour estime que le prêt de 191,2 millions de baths (environ 5 millions d'euros) accordé par le cofondateur du parti, Thanathorn, était un don, or les dons de plus de dix millions de baths (262 832 €) par an sont interdits. De plus, **seize dirigeants du parti, dont une dizaine de députés, sont exclus de la vie politique pour dix ans**. Les 65 autres députés sont autorisés à intégrer d'autres partis dans les trente jours suivant cette dissolution.³⁰

Le 9 mars 2020, Thanathorn annonce la fondation d'un nouveau parti, intitulé **Phak Kao Klai** (พรรคก้าวไกล, Parti Avancer loin, *Move Forward Party*), qui est en fait l'avatar d'un parti fondé en 2014 renommé plusieurs fois et dûment enregistré. 55 députés du parti dissous s'y rallient sous la houlette du député Pita Limjaroenrat. Neuf autres rejoignent le *Bhumjai Thai*, parti de la majorité gouvernementale, et un autre le *Chart Thai Pattana*. Interdit d'intégrer un parti politique, Thanathorn déclare qu'il militera avec le mouvement *Khao Klai*. Le 10 mars, la Commission électorale décide donc d'engager des **poursuites pénales** contre lui.³¹

Un an après cette dissolution, en février 2021, le gouvernement bénéficie du soutien de **277 députés sur 480, soit 58% des députés**.³²

4. Le mouvement des jeunes pour la réforme constitutionnelle

4.1. Premières réactions de jeunes contre la dissolution d'Anakhot Mai

La dissolution du parti *Anakhot Mai* déclenche un mouvement massif de protestation de la jeunesse pour la réforme de la Constitution de 2016, et peu à peu de la monarchie, ce qui est passible de lourdes sanctions pénales. Par ailleurs, ce mouvement s'accroît avec la mise en place de mesures gouvernementales drastiques contre la pandémie de COVID-19 dans le pays, en particulier dans la capitale, ce qui donne prétexte à une répression accrue. Il se donne le nom de **Yaowashon Plod Ak**³³ (เยาวชนปลดแอก, **Free Youth**).³⁴

Le 12 janvier 2020, des **courses à pied contre la dictature** (*Run Against Dictatorship*) sont organisées dans trente provinces et à Bangkok. 13 000 personnes (selon la police) participent à l'événement dans la capitale en faisant le **signe de ralliement antitotalitaire à trois doigts** collés et levés en direction

²⁷ The Straits Times, 06/06/2019, [url](#)

²⁸ RICKS Jacob, Pacific Affairs, 09/2019, [url](#)

²⁹ Bangkok Post, 20/11/2019, [url](#) ; British Broadcasting Company (BBC), 20/11/2019, [url](#)

³⁰ Bangkok Post, 22/02/2020, [url](#) ; Thaïlande-fr, 21/02/2020, [url](#) ; Lepetitjournal.com (source : Reuters), 11/03/2020, [url](#) ; Khaosod, 21/02/2020, [url](#)

³¹ Thaïlande-fr, 09/03/2020, [url](#) ; Lepetitjournal.com (source : Reuters), 11/03/2020, [url](#)

³² The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 20/02/2021, [url](#)

³³ Prononcer « èk ».

³⁴ East Asia Forum, 08/09/2020, [url](#)

du ciel (signe illégal), inspiré de la série cinématographique tirée du livre éponyme *Hunger Games*³⁵, tandis que 3 000 autres font une course similaire en soutien au régime de Prayuth.³⁶

Le 22 février 2020, l'**Union étudiante de Thaïlande** (สหภาพนักเรียนนิสิตนักศึกษาแห่งประเทศไทย,

Student Union of Thailand, SUT) lance un appel à manifester contre la dissolution d'*Anakhot Mai*, parti qui bénéficiait d'un important soutien de la jeunesse. Des centaines (selon *Reuters*) ou des milliers (selon *Khaosod*) de manifestants se rassemblent à Bangkok en faisant le signe des trois doigts. Pendant le confinement imposé à partir du mois de mars 2020, des groupes de jeunes s'organisent en réseaux et s'expriment sur Internet.³⁷ Le 24 juin 2020 à Bangkok, la SUT organise un rassemblement de **commémoration de la révolution de 1932** qui avait mis fin à la monarchie absolue.³⁸ Une quinzaine d'autres événements comparables sont organisés dans le pays pour demander une réforme constitutionnelle.³⁹ En juin 2020, la contestation est relancée par la disparition d'un jeune activiste, Wanchalearm Satsaksit, exilé à Phnom Penh (voir 5.2.).⁴⁰

4.2. Un mouvement massif contre le régime à partir de juillet 2020

Un très grand nombre de manifestations ont lieu dans tout le pays à partir de la mi-juillet 2020. Elles réclament la réforme de la Constitution, et, pour la première fois, celle de la monarchie, ce qui est considéré comme un crime de lèse-majesté, passible de quinze ans d'emprisonnement.

Le 17 juillet 2020, la SUT et le *Free Youth* organisent un rassemblement antigouvernemental d'un millier de personnes au monument de la Démocratie à Bangkok sans l'autorisation des autorités. Outre la demande de réforme constitutionnelle et de dissolution du parlement, ils dénoncent l'état d'urgence et la fermeture du pays qui entraîne l'augmentation du chômage et des pertes de revenus, ainsi que l'intimidation de la population par les forces de sécurité. Les protestataires s'installent sur la place pour une partie de la nuit.⁴¹ Le lendemain, deux rassemblements d'étudiants contestataires apparaissent à Ubon Ratchathani dans la région du Nord-Est (*Isan*) et à Chiang Mai dans la région Nord.⁴²

Puis dans les deux semaines qui ont suivi, **des rassemblements de jeunes se tiennent dans 71 localités**, et seuls 5 sont abandonnés faute d'organisation suffisante. Avant la tenue de ces rassemblements, des personnalités officielles et la police ont mené des enquêtes dans les écoles, les universités et aux domiciles de certaines personnes pour tenter d'identifier les organisateurs et se renseigner sur eux. Elles ont aussi mené des opérations de reconnaissance sur les médias sociaux et harcelé les personnes ayant diffusé des appels à manifester. Elles ont menacé les personnes impliquées ou les parents des lycéens et étudiants. Certains ont été détenus dans les postes de police sans mandat d'arrêt pour y subir des menaces de représailles. Des affiches et des annonces par haut-parleurs ont été diffusées par la police pour dissuader les protestataires de se rassembler. Des manifestants ont été photographiés et suivis jusqu'à leur domicile. Des directeurs d'écoles et d'universités ont interdit aux élèves et aux étudiants de se rendre à ces rassemblements, en particulier sur les campus, en les menaçant de sanctions.⁴³

Un groupe intitulé *Khana Prachachon Plod Ak*⁴⁴ (คณะประชาชนปลดแอก, **Free People**) est apparu pour assurer la jonction entre les jeunes et les autres groupes de la société. **Il est dirigé par**

³⁵ Lepetitjournal.com (source : Reuters), 11/03/2020, [url](#) ; Khaosod, 21/02/2020, [url](#). Il s'agit également d'un signe de ralliement scout.

³⁶ Voice of America (VOA, source : Reuters), 12/01/2020, [url](#) ; British Broadcasting Company (BBC), 12/01/2020, [url](#)

³⁷ Global Voices, 21/01/2021, [url](#)

³⁸ Prachatai, 25/06/2020, [url](#)

³⁹ Prachatai, 24/06/2020, [url](#)

⁴⁰ East Asia Forum, 08/09/2020, [url](#)

⁴¹ Bangkok Post, 19/07/2020, [url](#) ; Bangkok Post, 18/07/2020, [url](#) ; The Nation, 18/07/2020, [url](#)

⁴² Prachatai, 20/07/2020, [url](#)

⁴³ Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 04/08/2020, [url](#)

⁴⁴ Prononcer « èk ».

d'anciennes « chemises rouges ». ⁴⁵ Le 15 août 2020, sur la place de la Démocratie à Bangkok, il organise le plus grand rassemblement antigouvernemental depuis le coup d'Etat avec 12 000 (selon la police) à 25 000 personnes pour réclamer la réforme de la Constitution et la liberté d'expression. Un groupe de 358 professeurs du groupe *Thai Academic Network for Civil Rights* participe au rassemblement. Le matin du même jour, une centaine de royalistes se réunit sur ce même lieu pour soutenir la dynastie Chakri du roi Rama X. ⁴⁶

Le 1^{er} septembre 2020, la présidente de la SUT, Jutatip Sirikhan, célèbre pour avoir demandé publiquement la réforme de la monarchie, est arrêtée par la police pour sédition et participation à l'organisation du rassemblement illégal du 18 juillet 2020 à Bangkok. ⁴⁷ La liste de dix revendications des étudiants contestataires du Front uni de Thammasat, l'une des universités de Bangkok, est sans précédent en ce qu'elle contient une demande de réforme de la monarchie, notamment du budget royal, de la fin des interférences royales dans le domaine politique et de l'abolition du crime de lèse-majesté. La participation massive des lycéens au mouvement est également une nouveauté. Ceux-ci contestent le système hiérarchique rigide, l'inégalité du système d'éducation favorisant les enfants de riches et une culture répressive et conformiste réprimant l'individualisme. ⁴⁸

Les 19 et 20 septembre 2020, 20 000 manifestants se rassemblent sur la Grande esplanade, « *Sanam Luang* », face au palais royal à Bangkok. Un groupe de militants scelle une plaque commémorant la révolution de 1932, la plaque originale ayant été remplacée par les autorités en avril 2020 par une autre louant la monarchie. ⁴⁹

4.3. Le retour de l'état d'urgence et la radicalisation des protestations

A la mi-octobre 2020, les manifestations se poursuivent pendant cinq jours dans le centre de Bangkok, à Chiang Mai et dans une douzaine de provinces. ⁵⁰ Les 15 et 16 octobre 2020, des manifestations de plusieurs milliers d'étudiants sont dispersées par la police notamment au moyen de canons à eau teintée d'encre bleue pour marquer puis traquer les protestataires. Une centaine d'entre eux sont arrêtés, dont l'avocat Pita Limjaroenrat. Plusieurs manifestants et policiers sont blessés. Au lendemain de la traversée malencontreuse d'une manifestation par un véhicule de la famille royale, le gouvernement décrète l'état d'urgence renforcé dans la capitale, interdisant notamment les rassemblements publics de plus de cinq personnes, ce qui ne dissuade pas les manifestants. Lors de ces manifestations, les étudiants interpellent ouvertement le roi, brisant un tabou, en demandant des informations sur sa santé, en critiquant son influence et son absence du pays. ⁵¹

Le 26 octobre 2020, une manifestation se rend auprès de l'ambassade d'Allemagne à Bangkok pour demander une enquête sur les activités du roi Rama X lors de ses longs séjours en Bavière. ⁵²

Le 8 novembre 2020, une nouvelle manifestation devant le palais royal rassemble 10 000 personnes, qui sont dispersées par la police notamment au moyen de canons à eau. Auparavant, plusieurs dizaines de royalistes, vêtus de jaune, participent à une contre-manifestation sur la place de la Démocratie. ⁵³

Le 17 novembre 2020, lors d'une manifestation se dirigeant vers le parlement à Bangkok, des affrontements entre des milliers de manifestants et la police font 55 blessés, dont 32 par des intoxications aux gaz lacrymogènes et certains par des armes à feu. ⁵⁴ Le 25 novembre 2020, une nouvelle manifestation est organisée à Bangkok. ⁵⁵

⁴⁵ East Asia Forum, 08/09/2020, [url](#)

⁴⁶ Nikkei Asia, 16/08/2020, [url](#)

⁴⁷ Union of Catholic Asian News (UCA news), 02/09/2020, [url](#)

⁴⁸ East Asia Forum, 08/09/2020, [url](#)

⁴⁹ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 20/09/2020, [url](#)

⁵⁰ South China Morning Post (source : The Associated Press), 18/10/2020, [url](#)

⁵¹ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 17/10/2020, [url](#) ; Voice of America (VOA), 15/10/2021, [url](#)

⁵² The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 27/10/2020, [url](#)

⁵³ The Asahi Shimbun (source : Reuters), 09/11/2020, [url](#)

⁵⁴ Reuters, 18/11/2020, [url](#)

⁵⁵ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 26/11/2020, [url](#)

En février 2021, un groupe issu de *Free Youth* crée une nouvelle organisation appelée **Restart Democracy (REDEM)**, qui reprend les principales revendications de la contestation étudiante, mais qui souhaite aussi instaurer le socialisme démocratique et restreindre les inégalités économiques et politiques.⁵⁶ En outre, sa propagande est ouvertement dirigée contre le roi Rama X, comme le montrent ses affiches postées sur sa page Facebook.⁵⁷ Le 9 février 2020, quatre dirigeants du mouvement de contestation sont convoqués au Tribunal pénal de Bangkok et incarcérés pour crime de lèse-majesté.⁵⁸

Lors de la manifestation du 28 février 2021 à Bangkok appelée par REDEM, **des manifestants s'affrontent à la police et pénètrent dans une base militaire**. Un policier décède, 23 sont blessés, ainsi que 10 manifestants. Le 6 mars 2021, REDEM organise une nouvelle manifestation qui se rend au Tribunal pénal pour demander la libération de ses dirigeants, dont les quatre inculpés pour crime de lèse-majesté détenus depuis le 9 février 2021. Une trentaine de membres de son service d'ordre, le WeVo, sont arrêtés. Cette manifestation se déroule néanmoins sans violences.⁵⁹ Le 2 mai 2021, une nouvelle manifestation de REDEM pour le même objet se rend au Tribunal pénal. Après les jets d'objets vers le tribunal, plusieurs personnes sont arrêtées, dont deux dirigeantes du REDEM : Roseekeen Niyomdech et Hathairat Kaewseekram. Le 10 mai, la Cour d'appel libère sous caution cette dernière à condition qu'elle ne quitte pas le pays sans autorisation du tribunal.⁶⁰

5. Les mesures de répression du gouvernement militaire

5.1. Les restrictions aux libertés

A la suite du coup d'Etat de mai 2014, le NCPO impose une série de restrictions aux libertés telles que les suivantes⁶¹ :

- Ordonnance 7/2014 du 22 mai 2014 : interdiction des rassemblements publics de plus de cinq personnes sous peine d'un emprisonnement d'un an et une amende de 20 000 baths (530 €).
- Ordonnance 3/2015 du 1^{er} avril 2015 : interdiction des rassemblements politiques de plus de quatre personnes sous peine de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 10 000 baths (265€) ; interdiction de diffuser des informations ou des publications pouvant provoquer des mauvaises interprétations et affecter la sécurité nationale et l'ordre public.
- Ordonnance 37/2014 du 25 mai 2014 transférant aux tribunaux militaires certains contentieux, comme celui sur le crime de lèse-majesté (article 112 du Code pénal).
- Ordonnance 97/2014 du 18 juillet 2014 imposant aux médias de diffuser les informations fournies par le NCPO ; interdiction de critiquer ce dernier et de diffuser des informations pouvant menacer la sécurité nationale, provoquer de la confusion, des conflits et des divisions dans le pays. Le non-respect de ces prescriptions entraîne la fermeture immédiate du média.
- Ordonnance 13/2016 du 29 mars 2016 conférant des pouvoirs de police aux militaires et permettant la détention de personnes jusqu'à sept jours dans des lieux secrets sans contrôle d'un juge.
- Les ordonnances 39/2014 et 40/2014 imposent aux détenus libérés des conditions à respecter sous peine d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 40 000 baths (1 061€) dont les suivantes : ne pas quitter le pays sans autorisation du NCPO et ne plus exercer d'activités politiques.
- L'article 116 du Code pénal permet d'emprisonner jusqu'à sept ans des personnes critiquant pacifiquement les autorités.

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), pendant les deux années suivant le coup d'Etat, **des centaines de personnes sont détenues pour avoir critiqué le NCPO**, dont 38 sous le coup de l'article 116 du Code pénal. Une grande partie est détenue au secret, notamment dans des bases militaires, sans contact avec un avocat ou leur famille et sans charge précise. De plus, 36 personnes sont condamnées à la prison pour violation de l'article 112 du Code pénal relatif au crime de lèse-majesté, dans la plupart des cas pour des critiques contre le régime. Alors que seules six personnes se trouvent emprisonnées pour ce motif à la veille du coup d'Etat, elles sont 34 le 31 mars

⁵⁶ Associated Press (AP), 06/03/2021, [url](#) ; The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 01/03/2021, [url](#)

⁵⁷ <https://www.facebook.com/hashtag/redem>

⁵⁸ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 10/02/2021, [url](#)

⁵⁹ The Associated Press (AP), 06/03/2021, [url](#)

⁶⁰ The Bangkok Post, 10/05/2020, [url](#)

⁶¹ International Federation for Human Rights (FIDH), 30/03/2016, [url](#)

2016. Du 22 mai 2014 au 31 mars 2015, 214 personnes sont arrêtées pour avoir critiqué pacifiquement le gouvernement, comme par la lecture du roman de George Orwell « 1984 » en public. **Un grand nombre de procès des tribunaux militaires ont lieu à huis clos et sans droit d'appel.** Le 29 mars 2016, le chef du NCPO, Prayuth, déclare que les personnes qui critiquent la junte seront internées dans des camps militaires pour une session de **rééducation idéologique** de 30 jours. Deux anciens ministres ayant été détenus sont interdits de sortie du territoire.⁶²

En décembre 2018, en vue des élections législatives de 2019, le NCPO abroge certaines mesures répressives comme l'interdiction de réunion publique au-delà de cinq personnes, l'interdiction de quitter le pays et d'exercer des activités politiques pour les anciens détenus politiques, l'interdiction faite aux partis politiques d'organiser des réunions et des campagnes politiques. Cependant, la plupart des autres dispositions sont restées en place, notamment les détentions sans mandat jusqu'à sept jours.⁶³

En mars 2020, l'état d'urgence est rétabli pour lutter contre la pandémie de COVID-19.⁶⁴

Le 15 octobre 2020, à la suite de manifestations antigouvernementales violentes, le gouvernement instaure un état d'urgence renforcé (en plus de celui en vigueur pour lutter contre la pandémie de COVID-19) à Bangkok, interdisant notamment les rassemblements de plus de cinq personnes.⁶⁵

Le 21 octobre 2021, l'ONG *Thai Lawyers for Human Rights* (ศูนย์ทนายความเพื่อสิทธิมนุษยชน, TLHR) comptabilise 173 personnes inculpées ou arrêtées depuis le début de l'année 2020 pour activités politiques. De nombreux meneurs des manifestations ont été détenus à plusieurs reprises et sont inculpés pour plusieurs motifs pouvant leur valoir plusieurs années d'emprisonnement.⁶⁶

Le 5 mars 2021, une ordonnance gouvernementale interdit les manifestations n'ayant pas reçu d'autorisation préalable dans le Grand Bangkok sous peine de deux années d'emprisonnement et d'une amende de 40 000 baths (1 060 €).⁶⁷

Selon TLHR, **entre juillet 2020 et février 2021, 382 personnes, dont 13 mineurs, ont été inculpées pour des motifs politiques, dont 60 pour crime de lèse-majesté** (passible de 15 ans d'emprisonnement).⁶⁸

5.2. Arrestations et condamnations pour crime de lèse-majesté

Selon TLHR, entre novembre 2020 et février 2021, 59 personnes sont convoquées pour **crime de lèse-majesté, passible de 15 ans d'emprisonnement**, sur le fondement de l'article 112 du Code pénal.⁶⁹ Une quarantaine d'entre elles sont de jeunes activistes du mouvement de contestation étudiant. En décembre 2020, le comité des droits de l'homme des Nations unies a demandé en vain au gouvernement de modifier la loi punissant le crime de lèse-majesté.⁷⁰ A la mi-juin 2021, selon TLHR, **le nombre de personnes inculpées pour ce motif depuis novembre 2020 atteint une centaine**, dont huit mineurs.⁷¹

Le 24 novembre 2020, douze dirigeants du mouvement pour la démocratie sont inculpés pour crime de lèse-majesté, ainsi que pour d'autres motifs, comme le blocage de la circulation routière.⁷²

Au début décembre 2020, une quinzaine de dirigeants du mouvement de contestation pour la démocratie sont convoqués par la police à Bangkok et en province. Parmi ceux-ci figurent : Parit Chiwarak, Panusaya Sithijirawattanakul, Panupong Jadnok, Shinawat Chankrajang, Jatupat

⁶² International Federation for Human Rights (FIDH), 30/03/2016, [url](#)

⁶³ International Commission of Jurists (ICJ) et Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 11/12/2018, [url](#)

⁶⁴ Nikkei Asia, 16/08/2020, [url](#)

⁶⁵ South China Morning Post (source : The Associated Press), 18/10/2020, [url](#) ; The Diplomat, 15/10/2020, [url](#)

⁶⁶ Article 19 et Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 25/10/2020, p.10, [url](#)

⁶⁷ The Associated Press (AP), 06/03/2021, [url](#)

⁶⁸ The Associated Press (AP), 06/03/2021, [url](#)

⁶⁹ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 20/02/2021, [url](#)

⁷⁰ The Asahi Shimbun (source : Reuters), 09/02/2021, [url](#)

⁷¹ Prachatai, 17/06/2021, [url](#)

⁷² The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 26/11/2020, [url](#)

Boonpattarasaksa, Somyot Pruksakasemsuk. Jatupat Boonpattarasaksa avait déjà été détenu pendant 2 ans et demi pour avoir posté sur sa page *Facebook* un article de la *British Broadcasting Company* (BBC) sur le roi, et Somyot Pruksakasemsuk, rédacteur-en-chef d'un magazine, avait été emprisonné pendant sept ans pour avoir publié des articles critiques sur la monarchie.⁷³

En janvier 2021, le président du parti dissous *Anakhot Mai*, Thanathorn Juangroongruangkit, est inculpé pour crime de lèse-majesté pour avoir critiqué la lenteur et l'inaptitude du gouvernement dans la commande de vaccins contre la COVID-19. Cette critique a été regardée comme une critique envers le roi, détenteur de la société privée *Siam Bioscience*, qui a reçu cette commande afin de les produire.⁷⁴

Le 9 février 2021, quatre dirigeants du mouvement de contestation (Parit "Penguin" Chiwarak, l'avocat Arnon Nampa, Somyos Prueksakasemsuk et Patiwat Saraiyaem, *alias* "Mor Lam Bank") **sont convoqués au Tribunal pénal de Bangkok et incarcérés** notamment pour crime de lèse-majesté ; ils avaient déjà été convoqués le mois précédent pour sédition.⁷⁵

5.3. Meurtres et disparitions d'opposants exilés en ASEAN

5.3.1. Le groupe de la *Thai Federation* au Laos

Selon l'estimation de TLHR de février 2020, **avant les grands mouvements de jeunes, 86 militants politiques ont quitté la Thaïlande** pour se réfugier à l'étranger et échapper à des poursuites judiciaires, souvent liées au crime de lèse-majesté, ou à des convocations de l'armée. Certains ont auparavant été détenus pendant une semaine sous le coup de la loi martiale.⁷⁶

Selon l'ONG de défense des droits de l'homme thaïlandaise *Internet Law Reform Dialogue* (โครงการอินเทอร์เน็ตเพื่อกฎหมายประชาชน, iLaw) fondée en 2009, **la plupart des opposants disparus** (voir *infra*) **ont fondé au Laos un groupe intitulé « *Thai Federation* »**⁷⁷, dont l'objectif est **le remplacement de la monarchie thaïlandaise par un système fédéral dirigé par un président**. Le drapeau et symbole de ce groupe est fait de trois bandes verticales « blanche-rouge-blanc ». Selon la police thaïlandaise et iLaw, ce groupe était composé de Chucheep Chivasut *alias* Oncle Sanam Luang, Wat Wanlayangkoon *alias* Comrade 112 (qui s'est enfui en France après son séjour au Laos), Kritsana Tupthai *alias* Comrade Young Blood, Wuthipong Kachathamakul *alias* Ko Tee ou Comrade Ma Noi, et Siam Theerawut.⁷⁸ Chucheep, Kritsana et Siam animaient une émission pirate sur *You Tube*, intitulée "*The Three Musketeers*", pour promouvoir le projet de *Thai Federation*. Ils ont tous trois été arrêtés en janvier 2019 alors qu'ils tentaient de franchir la frontière terrestre vietnamienne en provenance du Laos.⁷⁹

En 2018, les autorités thaïlandaises ont mené une vague d'arrestations de personnes soupçonnées d'être liées à ce groupe et les a détenues dans des camps militaires pour les interroger. Cinq d'entre elles (Kritsana, Somsak, Prapan, Wanapa et Jinda Achariyasilp) ont été inculpées de sédition et d'appartenance à une société secrète en vertu des articles 116 et 209 du Code pénal. En septembre 2018, les cinq accusés ont été libérés sous caution. Puis le 5 décembre, après **l'apparition publique de personnes vêtues de maillots noirs portant discrètement le symbole de la *Thai Federation***, 13 autres individus ont été inculpés pour les mêmes motifs. Somsak et Prapan ont été à nouveau interrogés par la police. Puis Prapan s'est enfui en Malaisie, où, en avril 2019, elle a été arrêtée par la police et, le 10 mai, renvoyée en Thaïlande ; elle a alors été emprisonnée. En janvier 2019, une personne qui portait un simple maillot noir dans un restaurant a été arrêtée par la police.⁸⁰ Selon TLHR, de septembre 2018

⁷³ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 08/12/2020, [url](#) ; Prachatai, 17/06/2021, [url](#)

⁷⁴ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 20/02/2021, [url](#)

⁷⁵ The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 10/02/2021, [url](#) ; The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), 20/02/2021, [url](#)

⁷⁶ Prachatai, 17/02/2020, [url](#)

⁷⁷ Ce projet n'a pas de relation avec l'entité créée au Viêt-Nam de 1948 à 1954 sous le nom de Fédération Thaïe dans la région des Sip Song Chau Tai.

⁷⁸ Internet Law Reform Dialogue (iLaw), 01/10/2019, [url](#)

⁷⁹ Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 15/10/2019, [url](#)

⁸⁰ Internet Law Reform Dialogue (iLaw), 01/10/2019, [url](#)

à septembre 2019, une vingtaine d'individus, pour la plupart âgés de 50 à 70 ans, ont été inculpés pour leurs liens présumés avec l'organisation de la *Thai Federation*.⁸¹

5.3.2. Disparitions et meurtres au Laos, au Cambodge et au Viêt-Nam

Des experts des Nations unies ont réalisé sept rapports sur les **disparitions forcées dans quatre pays de l'ASEAN, à savoir la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam** (Etats non signataires de la convention de Genève sur les réfugiés), et ont interpellé ces quatre Etats le 11 décembre 2020 sur la coopération interétatique qui avait permis ces enlèvements.⁸² Le 2 juin 2021, TLHR a révélé cette information et le média *Prachatai* a publié les cas de six militants thaïlandais figurant dans ces rapports des Nations unies⁸³ :

- **Wanchalearm Satsaksit** วันเฉลิม สัตย์ศักดิ์สิทธิ์ : militant du l'UDD (« chemises rouges ») en exil à Phnom Penh où il a été enlevé par quatre individus armés non identifiés le 4 juin 2020. Quelques semaines auparavant, la police thaïlandaise s'était rendue au domicile de sa famille en Thaïlande.⁸⁴ Wanchalearm s'est enfui trois jours après le coup d'Etat de mai 2014, alors que la police, qui ne connaissait pas son nom, avait repéré le domicile de la famille de sa compagne où il résidait par l'adresse IP de sa page Facebook, sur laquelle il usait du pseudonyme Tar. Il s'est enfui en sautant par le mur d'enceinte de la résidence et a pris un avion pour la Malaisie. En juin 2014, la junte a émis un mandat d'arrêt à son encontre pour ses écrits politiques sur *Facebook*. Après un court séjour en Malaisie, il s'est installé à Phnom Penh où résidaient sept autres militants thaïlandais exilés en fuite, et où il a été soutenu par un personnage officiel cambodgien qui lui a prêté un appartement. Il était surveillé par des policiers thaïlandais et cambodgiens en civil, ce qui lui a été révélé par des témoins de son voisinage. En 2018, un deuxième mandat d'arrêt a été émis à son encontre, et la police s'est présentée au domicile de ses parents. Il a reçu des menaces à plusieurs reprises en provenance de Thaïlande. Le 3 juin 2020, à la veille de sa disparition, il a posté sur *Facebook* une vidéo critiquant la gouvernance de Prayuth. **Sa chemise rouge de style hawaïen, retrouvée dans son appartement, est devenu un symbole de résistance au régime.** Il détenait un passeport et un compte bancaire au nom cambodgien de Sok Heng. Les autorités cambodgiennes ont déclaré que le visa cambodgien sur le passeport à son nom thaïlandais avait expiré le 31 décembre 2017.⁸⁵
- **Siam Theerawut** สยาม ธีระวุฒิ : militant de l'UDD en exil au Viêt-Nam où il a disparu. En 2014 il a été inculpé de crime de lèse-majesté pour sa participation à un jeu satyrique (*The Wolf's Bride*) avec le groupe *Prakai Fai* lors d'une manifestation dans l'université Thammasat en 1973. Il a été arrêté pour entrée illégale au Viêt-Nam au passage de la frontière laotienne avec un faux passeport. Aucune nouvelle de lui n'est parvenue à ses proches depuis janvier 2019, et une plainte a été introduite auprès de la Commission nationale des droits humains de Thaïlande (organisme officiel) en mai 2019.⁸⁶
- **Surachai Danwattananusorn** สุรชัย ด่านวัฒนานุสรณ์ *alias* Surachai Saedan, **Chatchan Bubphawan** ชัชชาญ บุปผาวลัย *alias* camarade Phouchana สหายภูชนะ, **Kraidej Luelert** ไกรเดช ลือเลิศ *alias* camarade Kasalong สหายกาสะลอง : trois militants de l'UDD en exil au Laos ayant disparu le 12 décembre 2018. Les cadavres des deux derniers, apparus les 27 et 29 décembre 2018 sur les rives du Mékong, ont été identifiés, tandis que celui du premier, aperçu le 26 décembre, n'a pas été retrouvé.⁸⁷ Surachai et Chatchan étaient des animateurs de radio. Chatchan a été candidat aux élections locales dans la région du Nord-Est. Surachai avait rejoint le Parti communiste de Thaïlande dans la forêt en 1976 alors qu'il était recherché pour ses discours à la radio. Il a été arrêté

⁸¹ Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 15/10/2019, [url](#)

⁸² Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#)

⁸³ Prachatai, 02/06/2021, [url](#) ; Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), 02/06/2021, [url](#)

⁸⁴ Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#)

⁸⁵ Prachatai, 04/06/2021, [url](#)

⁸⁶ Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#) ; Prachatai, 17/02/2020, [url](#) ; The Guardian, 10/05/2019, [url](#)

⁸⁷ Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#) ; Prachatai, 26/02/2019, [url](#) ; The Guardian, 10/05/2019, [url](#)

et emprisonné pendant 16 ans et libéré en 1996. Il a à nouveau été emprisonné de février 2011 à octobre 2013 pour crime de lèse-majesté.⁸⁸ Selon leurs épouses, la situation de ces trois exilés était difficile au Laos, car ils n'y avaient pas d'activité rémunérée, et survivaient grâce aux fonds de leurs proches et à des quêtes de solidarité organisées auprès de sympathisants en Thaïlande. Ces fonds leur étaient remis par des Thaïlandais, qui peuvent traverser facilement la frontière laotienne, plus facilement que celles du Cambodge et de Birmanie. Ils n'avaient pas de protecteur leur assurant des revenus au Laos.⁸⁹ Ils vivaient ensemble et réalisaient des programmes diffusés sur YouTube.⁹⁰

- **Itthipol Sukpan** อธิพิพล สุขแป้น *alias* DJ Beer ou DJ Sunho ดีเจซุนโฮ : militant de l'UDD de Chiang Mai et animateur de radio, en exil à Vientiane au Laos, a disparu le 22 juin 2016.⁹¹

Trois autres disparus n'ont pas fait l'objet de cette dernière enquête des Nations unies, il s'agit des personnes suivantes :

- **Wuthipong Kachathamakul** วุฒิพงษ์ กชธรรมคุณ *alias* Ko Tee โทตี้ ou Camarade Ma Noi สหายหมาน้อย : militant de l'UDD et animateur de radio, exilé au Laos, a été kidnappé par une dizaine d'individus armés portant des cagoules noires le 29 juillet 2017.⁹²
- **Chuchee Chivasut** ชูชีพ ชีวะสุทธิ *alias* Uncle Sanam Luang ลุงสนามหลวง et **Kritsana Tupthai** : ils ont été arrêtés au Viêt-Nam au passage de la frontière laotienne en compagnie de Siam Theerawut en mai 2019 pour usage de faux passeports et entrée illégale. Chuchee est un animateur de radio, qui a été poursuivi par la justice en août 2008 pour crime de lèse-majesté.⁹³

Selon l'ONU, la coopération entre le gouvernement thaïlandais et les gouvernements cambodgien et laotien contre les opposants politiques est scellée par deux accords officiels⁹⁴ :

- Avec le Cambodge : lors de la rencontre de mars 2018 entre le Premier ministre thaïlandais et le ministre de la Défense cambodgien, accord pour l'arrestation de personnes ayant franchi la frontière pour échapper à des poursuites judiciaires.⁹⁵
- Avec le Laos : accord de coopération de 2018 pour empêcher les groupes d'opposants en exil de part et d'autre d'organiser des activités antigouvernementales.⁹⁶

⁸⁸ Prachatai, 17/02/2020, [url](#)

⁸⁹ Thairath, 24/06/2019, [url](#)

⁹⁰ Matichon, 21/06/2021, [url](#)

⁹¹ Matichon, 21/06/2021, [url](#) ; Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#) ; The Guardian, 10/05/2019, [url](#)

⁹² Prachatai, 17/02/2020, [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 01/08/2017, [url](#)

⁹³ Prachatai, 17/02/2020, [url](#) ; The Guardian, 10/05/2019, [url](#)

⁹⁴ Prachatai, 02/06/2021, [url](#) ; The Guardian, 10/05/2019, [url](#)

⁹⁵ Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#)

⁹⁶ Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, 11/12/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juin 2021.

Organisations intergouvernementales

Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, lettre au gouvernement cambodgien, 11/12/2020, ref. : AL KHM 7/2020, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25647%C2%A0>

Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, lettre au gouvernement laotien, 11/12/2020, ref. : AL LAO 4/2020, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25648%C2%A0>

Nations unies, Working Group on Enforced or Involuntary Disappearance *et alii*, lettre au gouvernement vietnamien, 11/12/2020, ref. : AL VNM 4/2020, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25649%C2%A0%C2%A0>

Institution nationale

Thaïlande, Commission électorale, « คะแนนรวมรายพรรคการเมือง » (résultats totaux par partis politiques), 28/03/2019, https://www.ect.go.th/ewt/ewt/ect_th/download/article/article_20190328165029.pdf

Organisations non gouvernementales

Thai Lawyers for Human Rights (ศูนย์ทนายความเพื่อสิทธิมนุษยชน, TLHR), « การบังคับบุคคลสูญหาย » (Disparitions forcées de personnes), 02/06/2021, <https://tlhr2014.com/archives/30387>

Global Voices, « Why are young people protesting in Thailand ? », 21/01/2021, <https://globalvoices.org/specialcoverage/2020-special-coverage/why-are-young-people-protesting-in-thailand/>

Article 19 et Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), « #WhatsHappeningInThailand, Government crackdown on the right to protest », 25/10/2020, 25 p., <https://www.article19.org/wp-content/uploads/2020/10/2020.10.25-Thailand-Protest-Briefing-final.pdf>

Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), « Two weeks after youth groups began to free themselves: Their call to end harassments backfired », 04/08/2020, <https://prachatai.com/english/node/8694>

Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), « A year of legal actions against the 'Organization For a Thai Federation: At least 20 charged in eleven cases », 15/10/2019, <https://tlhr2014.com/en/archives/14073>

Internet Law Reform Dialogue (โครงการอินเทอร์เน็ตเพื่อกฎหมายประชาชน, iLaw), « The ideas of "Thai Federation," the origins of 6 serious lawsuits, 17 defendants, 4 people disappeared », 01/10/2019, <https://freedom.ilaw.or.th/en/blog/ideas-%E2%80%9Cthai-federation%E2%80%9D-origins-6-serious-lawsuits-17-defendants-4-people-disappeared>

International Commission of Jurists (ICJ) et Thai Lawyers for Human Rights (TLHR), « Thailand: ICJ and TLHR welcome the lifting of the ban on political activities but much more is needed », 11/12/2018, <https://www.icj.org/wp-content/uploads/2018/12/Thailand-Lifting-political-ban-Advocacy-JointStatement-2018-ENG.pdf>

Human Rights Watch (HRW), « Laos/Thailand: Investigate Abduction of Exiled Red Shirt Activist », 01/08/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/08/01/laos/thailand-investigate-abduction-exiled-red-shirt-activist>

International Federation for Human Rights (FIDH), « UN Human Rights Committee (HRC), 117th Session, Thailand, Submission for the adoption of the List of Issues », 30/03/2016, https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CCPR/Shared%20Documents/THA/INT_CCPR_ICO_THA_23566_E.pdf

International Crisis Group (ICG), « Bringing Thailand's Deep Divide », Asia Report n°192, 05/07/2010, 31 p., <https://www.refworld.org/pdfid/4c74b8cb2.pdf>

Asia Foundation, « Thailand », s.d., <https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2017/10/Thailand-StateofConflictandViolence.pdf>

Ouvrage

NOSTITZ Nick, « Red vs. Yellow », Chiangmai, White Lotus, 2009, vol.1, 62 p.

Universités, centres de recherches et think tanks

SAPERSTEIN Hadrien T., « Mapping The 2020 Thai Political Crisis », Asia Centre, 21/10/2020, <https://centreasia.eu/en/mapping-the-2020-thai-political-crisis-2/>

HEWISON Kevin, « Look right : The conservative elites opposing Thailand's protesters », Melbourne Asia Review, 15/10/2020, 8 p., <https://melbourneasiareview.edu.au/look-right-the-conservative-elites-opposing-thailands-protesters/?print=pdf>

RICKS Jacob (Singapore Management University, School of Social Sciences), « Thailand's 2019 Vote : The General's Election », Pacific Affairs, 09/2019, vol.92, n°3, p.443-457, <https://core.ac.uk/download/pdf/286384123.pdf>

SIRIVUNNABOOD Punchada, « 2019 Election in Thailand and Year Forward », Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), Asia Centre, Observatoire Asie du Sud-Est, 05/2019, 6 p., https://centreasia.eu/wp-content/uploads/2019/09/15-Sirivunnabood-ElectionsThai%CC%88lande_Mai19.pdf

KONGKIRATI Prajak (Faculté de Science politique, Université Thammasat, Bangkok), « Thailand's Political Future Remains Uncertain », Singapour, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 26/07/2016, https://www.iseas.edu.sg/images/pdf/ISEAS_Perspective_2016_42.pdf

PONGSUDHIRAK Thitinan (The Institute of Security and International Studies, Faculté de Science politique, Université Chulalongkorn, Bangkok), « The Roots of Thailand's Political Polarization in Comparative Perspective », Taiwan Democracy Project, Stanford (Etats-Unis), 17-18/10/2014, <https://fsi-live.s3.us-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/pongsudhirak.thaipolpolarization-cddrl-17oct2014.pdf>

LOWIRA-LULIN Charuwan, « Thaïlande : une révolution en marche ? », Paris, Institut français des relations internationales (IFRI), Centre Asie, 09/01/2014, Actuelles, 5 p., <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/actuellecharuwanlulin.pdf>

MERIEAU Eugénie, « Les chemises rouges de Thaïlande », Bangkok, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n°23, 07/2013, 168 p., <https://books.openedition.org/irasec/999>

ASKEW Marc, « Pheua Thai's election landslide delivers a delicate mandate », Asian Currents, The Asian Studies Association of Australia, juillet 2011, 4 p.,
<http://asaa.asn.au/wp-content/uploads/2015/10/asian-currents-11-07.pdf>

LOWIRA-LULIN Charuwan, « Thaïlande, le tourment démocratique », Paris, Institut français des relations internationales (IFRI), Centre Asie, juin 2011, Visions 39, 22 p.,
<https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/asie-visions/thaïlande-tourment-démocratique>

LEVEAU Arnaud, « Une crise multicolore, état des forces en présence », p.71-91, dans Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), « Thaïlande, aux origines d'une crise », Bangkok, juin 2010, Carnet de l'Irasec n°13, 102 p., <https://books.openedition.org/irasec/776>

Médias

Matichon, « อาชญากรรม : เร่งพิสูจน์ฆ่า2ผู้ลี้ภัย ทิ้งศพลอยแม่น้ำโขง 'ศรียราห์' สั่งลุยสอบ องค์การสิทธิโลกจับตา » (Trouver les preuves dans le meurtre des deux réfugiés dont les corps ont été jetés dans le Mékong, « Sriva » a ordonné un examen, l'organisation internationale surveillance), 21/06/2021,
https://www.matichonweekly.com/column/article_167959

Prachatai, « Activist now facing 20 lèse majesté charges », 17/06/2021,
<https://prachatai.com/english/node/9299>

Prachatai, « What Happened to Wanchalearm ? », 04/06/2021,
<https://prachatai.com/english/node/9273>

Prachatai, « สหประชาชาติเผย 'การบังคับสูญหาย' ในอาเซียน เกิดจากความร่วมมือระหว่างรัฐ » (Les Nations unies révèlent que « les disparitions forcées » dans l'ASEAN découlent de la coopération interétatique), 02/06/2021, <https://prachatai.com/journal/2021/06/93329>

The Bangkok Post, « Redem protest leader Hathairat gets bail », 10/05/2020,
<https://www.bangkokpost.com/thailand/general/2113311/redem-protest-leader-hathairat-gets-bail>

The Associated Press (AP), « Pro-democracy protest in Thailand passes without violence », 06/03/2021, <https://apnews.com/article/bangkok-thailand-constitutions-democracy-prayuth-chan-ocha-116d4b63fa5adb3b41590b84cd8d6019>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai marchers link their democracy cause to Myanmar protests », 01/03/2021, <http://www.asahi.com/ajw/articles/14230432>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thailand's prime minister survives no-confidence vote », 20/02/2021, <http://www.asahi.com/ajw/articles/14206939>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Prosecutors in Thailand file charges against protest leaders », 10/02/2021, <http://www.asahi.com/ajw/articles/14178867>

The Asahi Shimbun (source : Reuters), « U.N. experts alarmed by Thailand's rise in royal insult cases », 09/02/2021, <http://www.asahi.com/ajw/articles/14175758>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai activists report to police over lese majeste charges », 08/12/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/14001255>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai protesters push on despite charges of royal defamation », 26/11/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/13964253>

Reuters, « At least 55 hurt in Thailand's most violent protests since new movement emerged », 18/11/2020, <https://mobile.reuters.com/article/amp/idUSKBN27X0GY>

The Asahi Shimbun (source : Reuters), « Thai protesters march to palace to demand royal reforms », 09/11/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/13914149>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai protesters shun Parliament, ask Germany to probe king », 27/10/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/13875097>

South China Morning Post (source : The Associated Press), « Thailand protests continue for fifth day as demonstrations stretch beyond Bangkok », 18/10/2020, <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3106026/thailand-protests-continue-fifth-day-demonstrations>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai police crack down on protesters, PM refuses to resign », 17/10/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/13838990>

Voice of America (VOA), « Thailand Under State of Emergency After Massive Anti-Government Protests », 15/10/2021, <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/thailand-under-state-emergency-after-massive-anti-government-protests>

The Diplomat, « Thailand Imposes 'Severe' State of Emergency to Quash Pro-Democracy Protests », 15/10/2020, <https://thediplomat.com/2020/10/thailand-imposes-severe-state-of-emergency-to-quash-pro-democracy-protests/>

The Asahi Shimbun (source : The Associated Press), « Thai protesters reinstall plaque symbolizing democracy », 20/09/2020, <http://www.asahi.com/ajw/articles/13745185>

East Asia Forum, « New tactics, old grievances in Thai protests », 08/09/2020, <https://www.eastasiaforum.org/2020/09/08/new-tactics-old-grievances-in-thai-protests/>

Union of Catholic Asian News (UCA news), « Thai student leader charged for saying the unsayable », 02/09/2020, <https://www.ucanews.com/news/thai-student-leader-charged-for-saying-the-unsayable/89372#>

Benar News, « Families of Missing Thai Activists Call for Criminalizing Enforced Political Disappearances », 27/08/2020, <https://www.benarnews.org/english/news/thai/enforced-disappearances-08272020184139.html>

Nikkei Asia, « Thailand's youth demo evolves to largest protest since 2014 coup », 16/08/2020, <https://asia.nikkei.com/Politics/Turbulent-Thailand/Thailand-s-youth-demo-evolves-to-largest-protest-since-2014-coup>

Prachatai, « Student protests in Ubon Ratchathani and Chiang Mai echo Free Youth's demands », 20/07/2020, <https://prachatai.com/english/node/8664>

Bangkok Post, « Police slam 'illegal' protests against govt », 19/07/2020, <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/1953624/police-slam-illegal-protests-against-govt>

Bangkok Post, « Hundreds rally for democracy », 18/07/2020, <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/1953592/hundreds-rally-for-democracy>

The Nation, « Youth launch protest against 'deep-rooted Thai dictatorship' », 18/07/2020, <https://www.nationthailand.com/in-focus/30391549>

Prachatai, « Student Union stages rally to commemorate 1932 revolution », 25/06/2020, <https://prachatai.com/english/node/8611>

Prachatai, « Commemoration of the 1932 Revolution calls for more democratic constitution », 24/06/2020, <https://prachatai.com/english/node/8608>

Thai Enquirer, « A Brief Oral History of the 2014 Military Coup », 22/05/2020, <https://www.thaienquirer.com/13394/a-brief-oral-history-of-the-2014-military-coup/>

Lepetitjournal.com (source : Reuters), « Avec Move Forward, les députés thaïlandais du progrès vont de l'avant », 11/03/2020, <https://lepetitjournal.com/bangkok/avec-move-forward-les-deputes-thailandais-du-progres-vont-de-lavant-275699>

Thaïlande-fr, « "Moving Forward" prend la suite de Future Forward », 09/03/2020, <https://www.thaïlande-fr.com/politique/102364-moving-forward-prend-la-suite-de-future-forward>

Lepetitjournal.com (source : Reuters), « Manifestation à Bangkok contre la dissolution d'un parti progressiste », 22/02/2020, <https://lepetitjournal.com/bangkok/manifestation-bangkok-contre-la-dissolution-dun-parti-progressiste-274639>

Bangkok Post, « Future Forward dissolved », 22/02/2020, <https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1862849/future-forward-dissolved>

Khaosod, « Future Forward Party Found Guilty, Disbanded by Court », 21/02/2020, <https://www.khaosodenglish.com/politics/2020/02/21/future-forward-party-found-guilty-disbanded-by-court/>

Thaïlande-fr, « le parti d'opposition Future Forward dissous », 21/02/2020, <https://www.thaïlande-fr.com/politique/101882-thaïlande-le-parti-dopposition-future-forward-dissous>

Prachatai, « Post-Coup Overview on Exiles: 'at least' 6 disappeared, 2 dead, almost a hundred in flight », 17/02/2020, <https://prachatai.com/english/node/8364>

British Broadcasting Company (BBC), « Thailand 'run against dictatorship' draws thousands », 12/01/2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-51082419>

Voice of America (VOA, source : Reuters), « Thousands of Thais Join 'Run Against Dictatorship' », 12/01/2020, <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/thousands-thais-join-run-against-dictatorship>

Bangkok Post, « Thanathorn disqualified as MP », 20/11/2019, <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/1798414/thanathorn-disqualified-as-mp>

British Broadcasting Company (BBC), « Thanathorn: Thai opposition leader disqualified as MP », 20/11/2019, <https://www.bbc.com/news/amp/world-asia-50486754>

Bangkok Post, « Prawit: 'Thai Federation' member arrested in Chon Buri », 13/09/2018, <https://www.bangkokpost.com/thailand/politics/1539214/prawit-thai-federation-member-arrested-in-chon-buri>

Thairath, « "รู้แก่ใจใครฆ่า" บ้านในลาวถูกรื้อ ก่อนอ้อมหาย "สุรชัย พร้อมสหาย" ตายแล้ว » ("Savoir qui a tué," la maison au Laos a été démantelée avant la disparition de "Surachai avec ses compagnons" morts), 24/06/2019, <https://www.thairath.co.th/news/local/bangkok/1477953>

The Straits Times, « Thai Parliament elects Prayut as PM for a fresh term », 06/06/2019, <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/thai-parliament-elects-prayut-as-pm-for-a-fresh-term>

The Guardian, « Thai activists accused of insulting monarchy 'disappear' in Vietnam », 10/05/2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/10/thai-activists-accused-of-insulting-monarchy-disappear-in-vietnam>

Khaosod, « เปิดคะแนน 100 เปอร์เซ็นต์ ส.ส.เขต-ปาร์ตี้ลิสต์ทุกพรรค มีทั้งเพิ่ม-ร่วง » (« 100% des bulletins de vote dépouillés pour les circonscriptions et les listes des partis, il y a des progressions et des baisses »), 28/03/2019, https://www.khaosod.co.th/election-2019/news_2356765

Maticchon, « ล่าสุด! เปิดโฉม 27 พรรค ยึด ส.ส.เขต-บัญชีรายชื่อจากฐานคะแนน 100% » (« Enfin ! 27 partis prennent les circonscriptions et les listes [nationales] sur la base de 100% des suffrages »), 28/03/2019, https://www.maticchon.co.th/politics/news_1428364

Prachatai, « Where is Surachai? Wife of disappeared activist files report for missing husband », 26/02/2019, <https://prachatai.com/english/node/7944>

Réseaux sociaux

Free Youth, page Facebook, <https://www.facebook.com/FreeYOUTHth/>

#REDEM, page Facebook, <https://www.facebook.com/hashtag/redem>

Student Union of Thailand, page Facebook, <https://www.facebook.com/studentunion.thailand/>